

L'étude du SEM ne prouve pas que limiter l'immigration soit globalement néfaste

L'étude publiée le 13 mai par le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a été largement relayée avec des titres alarmistes. Une lecture attentive conduit pourtant à une image plus nuancée.

L'étude conclut qu'une limitation de l'immigration réduirait le PIB total de 11 % d'ici 2075. Mais elle indique aussi que le PIB par habitant — indicateur bien plus pertinent du niveau de vie — ne diminuerait que de 2,6 %, soit seulement 0,05 point de croissance annuelle. Une différence facile à compenser par une amélioration de la productivité.

Concernant le marché du travail, le modèle ignore certains mécanismes d'adaptation (ou ne les traite que séparément dans une discussion essentiellement qualitative) : hausse des salaires dans les secteurs en pénurie, gains de productivité, automatisation (notamment grâce à l'IA et à la robotique), réorientation intersectorielle de la main-d'œuvre ou encore formation accrue dans les professions en tension (par exemple en médecine).

Le modèle ne quantifie pas non plus les phénomènes de saturation (logements, transports, écoles, bétonnage du territoire) ni leurs effets sur la qualité de vie, alors que le bétonnage de la Suisse est au cœur des préoccupations. Pourtant, l'étude conclut que « Ces allègements demeurent toutefois, en termes d'ampleur, nettement inférieurs aux coûts identifiés ». Cette conclusion globale repose sur une comparaison entre éléments quantifiés et éléments essentiellement qualitatifs, difficilement comparables. L'étude ne précise par exemple pas explicitement quel poids elle attribue au bétonnage par rapport aux gains liés à une plus grande facilité à recruter dans certains secteurs.

Concernant l'AVS, le calcul repose davantage sur une logique comptable et est plus robuste. L'arrivée de jeunes actifs a effectivement un impact positif réel sur l'AVS, surtout dans un premier temps. Mais ce gain repose sur une logique de croissance démographique qui n'est pas durable (rythme actuel : 1 million d'immigration nette en 13 ans).

Les auteurs reconnaissent eux-mêmes des limites de leur étude. Il est important de se rappeler que les résultats quantitatifs reposent sur des hypothèses qui ne reflètent pas nécessairement la réalité. De plus, l'approche des auteurs — consistant à intégrer, dans une discussion qualitative, les éléments non pris en compte par le modèle quantitatif — fait que leur évaluation globale (les coûts dépassent les allègements) dépend en réalité de préférences qui ne sont pas explicitées.

Par ailleurs, on se souvient qu'avant la votation sur les Bilatérales I, le Conseil fédéral affirmait qu'il n'y avait « pas d'immigration massive à craindre ». Il faut donc se méfier des prévisions !

Une version plus détaillée de cette analyse est disponible [ici](#).